

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

■ Assurances

1° Subrogation conventionnelle – Subrogation légale – Caractère subsidiaire – Indemnisation de l'assuré – Concomitance ou antériorité entre la subrogation conventionnelle et le paiement – Preuve de l'obligation au paiement de l'assureur subrogé (non) – C. civ., art. 1249, art. 1250-1 et 1251-3 ; Loi du 27 juillet 1997, art. 52, al. 1er. 54

2° Assurance de responsabilité civile – Sinistre intentionnel – Sinistre ne pouvant être couvert en faveur de celui qui l'a provoqué – Règle impérative – Application – Assuré mineur d'âge – Loi du 27 juillet 1997, art. 14. 225

■ Astreinte

1° Demande de suspension – Forme – Liberté – Requête – Admissibilité – C. civ., art. 2063. 217

2° Révision – Conditions – Impossibilité de satisfaire à la condamnation principale – Notion – C. civ., art. 2063. 217

■ Autorité parentale

1° Exercice – Résidence alternée – Critères – Continuité du mode de vie de l'enfant – Entente entre parents quant aux rythmes de vie, conceptions et méthodes éducationnelles – Âge de l'enfant – Régime de la fratrie – C. civ., art. 378-1. 589

2° Exercice – Résidence alternée – Intérêt de l'enfant – Enfant jeune – Lien sélectif et particulier avec la mère – Droit de visite et d'hébergement – Intérêt des père et mère – Indifférence – Préférence exprimée par un enfant en bas âge – Indifférence – C. civ., art. 378-1. 613

3° Demande principale en fixation des conditions et modalités d'exercice –

Compétence – Juge aux affaires familiales – Demande en divorce pendante – Demande accessoire identique – Recevabilité de la demande principale (non) – C. civ., art. 244. 626

4° Objet de la demande – Pouvoirs du juge – Indisponibilité de l'objet du litige (non) – Fondement – Intérêt supérieur de l'enfant – NCPC, art. 54. 757

5° Evaluation de l'intérêt de l'enfant – Droit d'expression de l'enfant – Prise en considération de l'opinion de l'enfant – Opposition de l'enfant – Portée – Obligation de proposer des solutions permettant le maintien ou la reprise des liens entre parent et enfant – Convention relative aux droits de l'enfant, art. 3 § 1, 9 § 1 et 12. 757

■ Avocat

Profession d'avocat – Monopole – Ordre public – Contrat conclu en violation du monopole – Nullité – Etendue – Loi du 10 août 1991, art. 2 (2). 686

■ Bail à loyer

Incendie du bâtiment loué – Responsabilité du locataire – Présomption de responsabilité – Exonération – Preuve – Charge incombant au locataire – Objet – Absence de faute du locataire – Etat des lieux – Absence – Présomption de bon état des lieux – Présence d'un câble défectueux – Preuve à rapporter – Non-installation par le locataire – C. civ., art. 1733. 464

■ Banque et marchés financiers

1° Opérateur de système – Compte de règlement – Insaisissabilité – Caractère absolu et général – Finalité – Loi du 10 novembre 2009, art. 111(5) ; Loi du 1er août 2001, art. 20. 695

2° Compte de règlement – Notion – Statut du teneur de compte – Opérateur de système – Dépositaire central de titres – Licence bancaire – Loi du 10 novembre 2009, art. 107 (14) ; Loi du 1er août 2001, art. 20 ; Règlement (UE) 909/2014 du 23 juillet 2014, art. 18.1 et 54(3)(a). 695

■ Biens

Meubles – Droit de propriété – Preuve – Possession – Caractères – Présomption réfragable – Communauté de vie insuffisante pour rendre la possession équivoque – Titre de propriété ne primant pas la possession non viciée – C. civ., art. 2279. 632

■ Cassation

1° Cas d'ouverture – Défaut de base légale – Définition – Critique de l'insuffisance des constatations de fait – Cas d'ouverture non recevable pour critiquer l'insuffisance d'un motif de droit – Loi du 18 février 1885, art. 10. 117

2° Cas d'ouverture – Défaut de motifs – Défaut de réponse à conclusions – Vice de forme – Caractère suffisant d'une réponse implicite – Loi du 18 février 1885, art. 10. 246

■ Cautionnement

1° Pluralité de cautions – Actes distincts – Etendue de la garantie – Addition des engagements – Correspondance entre le montant des cautionnements et celui du crédit accordé – Indifférence – Exception – Intention contraire exprimée par les cautions – C. civ., art. 2015 et 2025. 530

2° Cautionnement solidaire – Débiteur principal en faillite – Admission de la créance au passif de la faillite – Opposabilité à la caution (non) – Possibilité pour la caution de contester la validité de la créance – C. civ., art. 2013. 530

■ Communes

Taxes communales – Taxe d'évacuation des eaux pluviales – Nature juridique – Taxe

rémunératoire – Compétence des juridictions de l'ordre judiciaire – Loi du 7 novembre 1996, art. 8 (1). 554

■ Contrats, conventions et obligations

1° Erreur – Erreur sur la substance – Notion – Qualité spécifique recherchée par une partie – Possibilité d'exploiter une crèche dans un immeuble acheté – Nécessité de la connaissance de cette qualité par le cocontractant – Connaissance par l'agent immobilier – Insuffisance – C. civ., art. 1110. 35

2° Erreur – Erreur sur la substance – Caractère excusable de l'erreur – Éléments à prendre en considération – Compétences du contractant victime de l'erreur – Obligation de se renseigner – C. civ., art. 1110. 35

3° Dol – Mensonge – Intention de tromper – Mensonge émanant d'un tiers – Indifférence – Exception – Tiers mandataire – Complicité – Distinction entre parties et tiers – C. civ., art. 1116. 35

4° Chaînes de contrats – Absence de transfert de propriété d'une chose – Sous-contrat – Sous-traitance – Relation contractuelle entre le sous-traitant et le maître de l'ouvrage (non) – C. civ., art. 1165. 169

5° Inexistence – Nullité – Distinction – Régimes – C. civ., art. 1109. 175

6° Action paulienne – Notion – Recevabilité – Qualité pour agir – Fraude du débiteur – C. civ., art. 1167. 190

7° Porte-fort – Obligation de faire – Exécution de l'engagement par un tiers – Sanction de l'inexécution – Dommages et intérêts – C. civ., art. 1120. 502

8° Assureur – Subrogation dans les droits de l'assuré – Conditions – Action contre le tiers responsable – Règles de compétence matérielle – C. civ., art. 1249. 523

9° Action oblique – Conditions – Carence du débiteur – Notion – C. civ., art. 1166. 536

■ Copropriété des immeubles bâtis

1° Assurance-dommages – Etendue – Immeuble en copropriété – Contrat souscrit par le syndicat – Distinction entre parties communes et privatives (non) – Syndicat agissant comme représentant de la collectivité et des copropriétaires individuels – Loi du 16 mai 1975, art. 11, 12 et 32. 54

2° Qualité pour agir en justice – Atteinte aux parties communes – Droit d'action du syndicat – Droit concurrent des copropriétaires – Condition – Existence d'un trouble dans la propriété ou la jouissance du lot du copropriétaire – Inclusion de l'atteinte à la quote-part des parties communes – Loi du 16 mai 1975, art. 12. 67

3° Assemblée générale des copropriétaires – Décision – Force exécutoire immédiate – Exceptions – Décision contraire de l'assemblée générale – Annulation par un tribunal – Persistance de la décision jusqu'au jour où la décision d'annulation est coulée en force de chose jugée – Approbation des comptes – Obligation de payer la quote-part – Possibilité d'obtenir le remboursement en cas d'annulation – Loi du 16 mai 1975, art. 14, 1. et 34. 88

■ Divorce

1° Mesures provisoires – Compétence – Juge des référés – Juge aux affaires familiales (non) – Exception – Délégation – NCPC., art. 932 et 1007-49. 515

2° Procédure – Mesures provisoires – Droit transitoire – Actions introduites avant le 1er novembre 2018 – Loi du 27 juin 2018, art. 15 ; C. civ., art. 267*bis* ancien. 515

3° Liquidation et partage – Achat rétroactif des droits de pension – Conditions – Exercice d'une activité professionnelle – Apprentissage pratique ou formation professionnelle indemnisés – Abandon de l'activité – Abandon volontaire ou involontaire – Indifférence – Recherche d'équilibre entre époux – Abandon pour des raisons familiales – Mariage – Raison familiale (oui) – C. civ., art. 252. 647

4° Logement familial – Occupation après le divorce – Indemnité – Modalité d'exécution en nature de la responsabilité parentale (non) – Obligation pour le juge de fixer une indemnité – Evaluation – Critères – C. civ., art. 253. 751

5° Liquidation et partage – Indivision – Avance en capital – Compétence – Président du tribunal d'arrondissement (non) – Juge aux affaires familiales – C. civ., art. 237, 815-11, 3° et 815-11, 4° ; NCPC, art. 1007-1 et 1007-36. 860

■ Droit de la consommation

1° Clauses abusives – Inapplicabilité aux clauses contractuelles directement fixées par des dispositions légales ou réglementaires – Disposition légale en matière de proposition d'assurance – C. cons., art. L. 211-5 ; Loi du 27 juillet 1997, art. 9. 33

2° Clause abusive – Compétence spéciale – Procédure des référés – Décision au fond – Forme de l'appel – C. cons., art. L. 320-3 ; NCPC, art. 939 al. 3. 233

■ Droit international privé

1° Conflit de juridictions – Règlement Bruxelles I bis – Litispendance internationale – Identité d'objet – Notion – Demande d'annulation d'un contrat – Demande en exécution du même contrat – Identité – Identité de cause – Demandes reposant sur les mêmes rapports contractuels – Règlement Bruxelles I bis, art. 3 et 29-1. 83

2° Contrats – Preuve – Facture acceptée – Loi applicable – Loi du for – Règlement (CE) n° 593/2008 du 17 juin 2008, art. 18 ; C. com., art. 109. 92

3° Conflit de juridictions – Clause attributive de juridiction – Compétence exclusive – Prééminence sur tout chef de compétence général ou spécial – Convention de Lugano du 30 octobre 2007, art. 23. 289

4° Reconnaissance et exécution d'une décision étrangère – Décision dérivant directement d'une procédure d'insolvabilité – Décision sur une demande en paiement

sous forme de déclaration de créance (non) – Règlement (CE) 1346/2000 du Conseil du 29 mai 2000, art. 25. 325

5° Reconnaissance et exécution d'une décision étrangère – Décision sur une action en paiement d'une lettre de change – Intégration dans l'ordre juridique interne de la situation créée par la décision étrangère – Condamnation sur base d'un contrat – Existence du contrat consacrée – Condition – Identité de parties – Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968, art. 26. 325

6° Conflit de juridictions – Privilège de nationalité – Limites – Litispendance – Conditions – C. civ., art. 14. 536

7° Conflit de juridictions – Matière délictuelle ou quasi-délictuelle – Lieu où le fait dommageable s'est produit – Notion – Préjudice patrimonial – Victime par ricochet – Règlement (UE) 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 7. 606

8° Exécution des décisions étrangères – Exequatur – Nature – Effets – NCPC, art. 677. 733

9° Conflit de lois – Régimes matrimoniaux – Loi applicable à défaut de choix exprimé par les époux – Loi de l'Etat d'établissement de la première résidence habituelle après le mariage – Notion de fait – Appréciation large – Etablissement dans un même Etat – Exigence d'une résidence immédiate après le mariage (non) – Convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux du 14 mars 1978, art. 4 al. 1er. . . . 866

■ Droit pénal

1° Droit pénal général – Tentative – Commencement d'exécution – Définition – Application – Escroquerie – Escroquerie aux fins d'instituer frauduleusement l'auteur comme légataire universel de la victime – Institution ne produisant ses effets qu'après le décès du testateur et d'une demande en délivrance du legs – Circonstances n'enlevant pas aux manœuvres le caractère de commencement d'exécution de l'infraction – C. pén., art. 51 et 496. 1

2° Droit pénal général – Tentative – Actes n'ayant pas atteint leur objectif qu'à cause de circonstances indépendantes de la

volonté de l'auteur – Application – Escroquerie – Escroquerie aux fins d'institution frauduleuse de l'auteur comme légataire universel de la victime – Manœuvres ne manquant leur effet qu'en raison de la vigilance du notaire – Auteur ne faisant pas preuve de repentir actif – Circonstances caractérisant à suffisance l'existence d'une tentative punissable – C. pén., art. 51 et 496. 1

3° Droit pénal spécial – Escroquerie – Élément moral – Intention frauduleuse – Constatations requises – Constatations que l'auteur a mis en œuvre les moyens pour réaliser son projet criminel et que l'objet et les circonstances de ce projet criminel confirment l'existence de son intention frauduleuse – Constatations suffisantes – C. pén., art. 496. 1

4° . Droit pénal spécial – Faux et usage de faux – Éléments constitutifs – Écrit protégé – Définition – Application – C. pén., art. 196 et 197. 11

5° Droit pénal spécial – Escroquerie – Manœuvres frauduleuses – Définition – Application – Remise par un plaideur au juge de documents qu'il sait sans valeur – Mise en scène – C. pén., art. 496. 11

6° Droit pénal général – Concours d'infractions – Concours de délits – Délits commis pour partie après une première condamnation devenue irrévocable – Délits ne se trouvant pas en concours réel – C. pén., art. 60. 141

7° Droit pénal spécial – Circulation routière – Propriétaire ou détenteur du véhicule tolérant la mise en circulation – Ivresse – Défaut de permis de conduire valable – Responsabilité pénale – Détenteur d'un véhicule ayant toléré la conduite par son époux – Véhicule appartenant à la communauté légale des époux – Exonération – Exception – Epoux s'immiscant dans la conduite – Loi du 14 février 1955, art. 12, par. 5 et 13, par. 13, al. 2. 201

8° Droit pénal spécial – Recel de malfaiteur – Personne poursuivie – Notion – C. pén., art. 339. 229

9° Droit pénal spécial – Faux et usage de faux – Éléments constitutifs – Écrit protégé – Définition – Application – C. pén., art. 196 et 197. 246

10° Droit pénal spécial – Banqueroute frauduleuse – Détournement d'actif – Notion – C. pén., art. 489; C. com., art. 577... 263

11° Homicide involontaire – Faute – Lien causal – Victime – Pathologie préexistante – Prise en compte (non) – C. pén., art. 419. 275

12° Droit pénal spécial – Banqueroute simple – Défaut d'aveu de la cessation des paiements – Élément moral – C. com., art. 574; C. pén., art. 489. 279

13° Droit pénal spécial – Banqueroute simple – Défaut de tenue des livres de commerce – Élément moral – C. com., art. 574, 6°; C. pén., art. 489. 279

14° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Victime – Grand âge – Critère exclusif (non) – Nécessité de démontrer une vulnérabilité particulière – C. pén., art. 493. 312

15° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Abus – Besoin de prouver une contrainte ou des manœuvres frauduleuses (non) – Profit de la vulnérabilité de la victime et atteinte à sa liberté d'action – C. pén., art. 493. 312

16° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Élément moral – Volonté d'exploiter un état d'ignorance ou de faiblesse connu – C. pén., art. 493. 312

17° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Acte conduisant la victime à un acte matériel ou juridique ou une abstention qui lui est gravement préjudiciable – Préjudice effectif – Obligation de preuve (non) – C. pén., art. 493. 312

18° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Victime – Grand âge – Critère exclusif (non) – Nécessité de démontrer une vulnérabilité particulière – C. pén., art. 493. 412

19° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Élément matériel – Conduire la victime à un acte matériel ou juridique ou une abstention qui lui est gravement préjudiciable – Préjudice effectif – Obligation de preuve (non) – C. pén., art. 493. 412

20° Abus de faiblesse – Éléments constitutifs – Élément moral – Volonté de l'acte et volonté du résultat – Volonté

d'exploiter un état d'ignorance ou de faiblesse connu – C. pén., art. 493. 412

21° Droit pénal général – Confiscation spéciale – Immeuble – Confiscation par équivalent – Confiscation limitée à un montant déterminé – Pluralité de créanciers – Transfert intégral de la propriété à l'Etat – Obligations de l'Etat – Aliénation de l'immeuble – Désintéressement des créanciers – Versement du solde au condamné – C. pén., art. 31. 455

22° Blanchiment – Éléments constitutifs – Infraction primaire – Détermination – Portée – Absence d'exigence d'une détermination précise de l'infraction primaire – Exigence de l'exclusion de toute provenance légale des biens – Preuve – Preuve susceptible d'être déduite des données de fait – C. pén., art. 506-1. 556

23° Blanchiment – Éléments constitutifs – Élément moral – Conscience de l'origine frauduleuse des biens – Absence d'exigence d'une connaissance de la nature précise de l'infraction primaire – Moment d'appréciation – Moment de la prise de possession des biens – Preuve – Circonstances devant nécessairement éveiller la méfiance de l'auteur au sujet de l'origine frauduleuse des biens – C. pén., art. 506-1. 556

24° Droit pénal spécial – Faux en écritures – Faux intellectuel – Faux par omission – Application – Demande en obtention de l'allocation de chômage – Défaut d'indication d'éléments essentiels – C. pén., art. 196. 562

25° Causes de justification – Erreur de droit – Condition – Erreur invincible – C. pén., art. 71-2. 594

26° Causes de justification – Erreur invincible – Définition – Applications – Prévenu mal conseillé (non) – Prévenu de bonne foi (non) – C. pén., art. 71-2. 594

27° Droit pénal général – Circonstances atténuantes – Réduction des peines – Limites – C. pén., art. 74 et 75. 653

28° Droit pénal général – Infraction – Éléments constitutifs – Élément moral – Portée de l'élément moral en cas de silence de la loi – Transgression matérielle de la loi commise librement et consciemment – Présomption – Présomption établie par le seul constat de la transgression de la loi –

Présomption réfragable – Objet de la preuve à rapporter par l’auteur pour renverser la présomption – Preuve d’une cause de justification – Insuffisance de la seule preuve du caractère non délibéré de la transgression – Nature de la preuve à rapporter par l’auteur pour renverser la présomption – Preuve complète non exigée – Auteur pouvant se limiter à une invocation crédible de faits pertinents – C. pén., art. 1er et 71-2. 657

29° Droit pénal spécial – Délit prévu par l’article 107 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l’aménagement communal et le développement urbain – Construction illicite – Élément moral – Élément moral présumé par le constat du caractère illicite de la construction – Présomption réfragable – Présomption pouvant être renversée par l’invocation crédible d’une cause de justification – Présomption ne pouvant être renversée par la seule invocation du caractère non délibéré de la violation de la loi – Loi du 19 juillet 2004, art. 107. 657

30° Droit pénal spécial – Vol simple – Soustraction – Notion – Prise de possession – Déplacement (non) – C. pén., art. 461 et 463. 703

31° Incitation à la haine – Élément moral – Messages incitant à commettre des actes par haine (non) – C. pén., art. 457-1. 727

■ Droits de l’homme

1° Droit de propriété – Sécurité sociale – Prestation sociale – Législation prévoyant le versement automatique d’une prestation sociale – Législation engendrant un intérêt patrimonial – Législation relevant du champ d’application de l’article 1er du Protocole additionnel n° 1 à la Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales – Indifférence du point de savoir si le droit à l’octroi de la prestation sociale suppose une cotisation de son bénéficiaire – CEDH, Protocole additionnel n° 1, art. 1er. 24

2° Droit de propriété – Privation – Justification – Cause d’utilité publique – Sécurité sociale – Prestation sociale – Suspension – Détenu – Revenu pour personnes gravement handicapées – Revenu perçu par un détenu en qualité de

salarié handicapé – Qualité impliquant l’aptitude à exercer un emploi – Qualité imposant l’obligation d’être disponible à cette fin – Suspension justifiée par une cause d’utilité publique – CEDH, Protocole additionnel n° 1, art. 1er – Loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, art. 1er, 4 et 30bis. 24

■ Etablissements de crédit

1° Condition – Ebranlement de la situation financière – Non-satisfaction des engagements envers les titulaires de droits de créance ou de participation – Impossibilité d’une réorganisation ordonnée – Loi du 18 décembre 2015, art. 129, par. 1. 97

2° Sursis de paiement – Ebranlement de crédit – Condition suffisante – Définition – Loi du 18 décembre 2015, art. 122, par. 1. 97

■ Expert-comptable

Obligations – Tenue de la comptabilité – Obligation de moyens – Obligation de coopération du client – Devoir de conseil – Etendue – Disciplines voisines – Droit – Fiscalité – C. civ., art. 1142 et 1147. 574

■ Faillite

1° Compensation – Interdiction – Tempéraments – Compensation légale – Réunion des conditions avant la faillite – Compensation judiciaire – Etroite connexité entre dettes réciproques – C. civ., art. 1291 et 1298 ; C. com., art. 444. 85

2° Période suspecte – Actes inopposables à la masse des créanciers – Sociétés commerciales – Réduction de capital par dispense de libération du solde des apports – Inopposabilité à la masse des créanciers – Action en libération du capital par le curateur – C. com., art. 445 ; Loi du 10 août 1915, art. 420-13 et 430-13. 107

3° Période suspecte – Compensation – Créances réciproques – Libération de capital – Remboursement du compte-courant actionnaire – Nullité – Rupture de l’égalité

des créanciers – C. com., art 445 et 446.
..... 335

4° Procédures collectives – Masse des créanciers – Etendue – Conséquences – Suspension des poursuites individuelles – Actions au nom de la masse – Monopole du mandataire judiciaire – Action en responsabilité – Exercice – Etendue – Cessation des pouvoirs du mandataire – Clôture de la procédure collective – C. com., art. 452.
..... 430

5° Appel d'un jugement rendu en matière de faillite – Notion – Délai – C. com., art. 465. 542

■ Filiation

1° Action en contestation de reconnaissance de filiation naturelle – Parties à l'instance – Mise en cause de la mère en nom personnel – Nécessité (non) – C. civ., art. 342-5. 266

2° Filiation naturelle – Reconnaissance – Action en contestation de reconnaissance – Action imprescriptible (non) – Forclusion – Enfant âgé de six ans accomplis – Possession d'état continue et conforme depuis plus de trois ans – C. civ., art. 339, al. 4. 266

3° Action en recherche de paternité – Cas d'ouverture limités (non) – Preuve par tous moyens – Examen des empreintes génétiques – Conditions – Preuve préalable de relations sexuelles pendant la période légale de conception (non) – Droit de l'enfant de connaître ses parents – Primauté de l'intérêt de l'enfant – C. civ., art. 340; Convention relative aux droits de l'enfant, art. 3 et 7; CEDH, art. 8. 743

4° Recherche de paternité – Examen des empreintes génétiques – Refus injustifié de concours – Insuffisance comme preuve de la paternité – C. civ., art. 340; NCPC, art. 60. 743

■ Garanties financières

1° Gage – Réalisation – Inapplicabilité des dispositions du Livre III du Code de commerce relatives à la faillite – Contrats de vente des titres – Caractère annulable (non)

– C. com., art. 445 et s. ; Loi du 5 août 2005, art. 20(4). 835

2° Gage – Réalisation – Condition – Vente de gré à gré dans des conditions normales du marché – Absence – Nullité des contrats de vente des titres (non) – Action en responsabilité – Loi du 5 août 2005, art. 11 et 20. 835

3° Application du droit commun (non) – Défaut de prix ou vil prix – *Fraus omnia corrumpit* – Règles inapplicables – Loi du 5 août 2005; C. civ., art. 931. 835

■ Indivision

1° Immeuble – Dépense nécessaire pour la conservation du bien – Remboursement du prêt hypothécaire ayant servi à l'acquisition – Absence d'améliorations effectuées à l'immeuble – Pertinence (non) – Indemnité due par l'indivision – C. civ., art. 815-13, 1°. 196

2° Immeuble – Occupation par un indivisaire – Indemnité d'occupation due à l'indivision – Conditions – Jouissance exclusive – Impossibilité de droit ou de fait pour le co-indivisaire d'user de la chose – C. civ., art. 815-9. 196

3° Indemnité d'occupation – Jouissance exclusive ou privative du bien indivis – Notion – Preuve – C. civ., art. 815-9. ... 570

4° Jouissance exclusive – Notion – Indemnité d'occupation – Calcul – Valeur du bien – Valeur locative – Possibilité de modération – C. civ., art. 815-9. 618

■ Lois et règlements

Principes généraux du droit – Notion – Valeur juridique – C. civ., art. 1er. 506

■ Mandat

1° Mandat d'intérêt commun – Obligation de non-concurrence – Conséquence naturelle – Obligation de loyauté – C. civ., art. 1134; Loi du 3 juin 1994, art. 26 (3) et 27. 44

2° Fiducie – Obligations du fiduciaire vis-à-vis du fiduciaire – Règles du mandat sans

représentation et stipulations contractuelles – Prêt bancaire garanti par un contrat fiduciaire – Responsabilité contractuelle de la banque fiduciaire vis-à-vis du fiduciaire pour défaut d'inscription d'une garantie prévue par le contrat de prêt – Exclusion par les stipulations du contrat fiduciaire – Absence de responsabilité – C. civ., art. 1142; Loi du 27 juillet 2003, art. 7 (1). . . 441

3° Obligations – Obligation de révéler la qualité de mandataire – Omission – Conséquence – Mandataire contractuellement lié au tiers contractant – C. civ., art. 1984. 677

4° Mandat salarié – Responsabilité du mandataire – Non-accomplissement de la mission – Présomption de faute – Exonération – Force majeure – Désaccord persistant entre les parties – Exonération (non) – C. civ., art. 1991 et 1992. 718

■ Mariage

Droits et devoirs des conjoints – Manquement – Compétence – Procédure – Référé – Appel – Délai – Forme – Assignation à jour fixe – Requête d'appel (non) – C. civ., art. 213; NCPC, art. 1007-1 et 1015. 643

■ Marques de produits et de services

1° Déchéance – Evitement – Usage – Forme – Usage par un tiers avec l'accord du titulaire – Usage normal – Usage de la marque sous une forme différente – Conditions – Usage d'une marque verbale – Admissibilité – Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), art. 2.26.2a), art. 2.26.3a) et art. 2.26.3c). 203

2° Dénomination sociale – Usage comme marque – Critères – Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), art. 2.20.1b). . . . 203

3° Protection – Atteinte à la fonction essentielle de la marque – Conditions – Risque de confusion – Similitude entre la marque et le signe – Similitude des produits ou services – Impression globale produite par les signes – Consommateur moyen –

Appréciation – Début de l'usage du signe – Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), art. 2.20.1b). 203

4° Atteinte – Droit à indemnisation – Nécessité d'une faute ou mauvaise foi (non) – Dommages et intérêts forfaitaires – Critère – Perte du pouvoir distinctif – Convention Benelux en matière de Propriété Intellectuelle (marques et dessins ou modèles), art. 2.21.2b). 203

■ Notaire

1° Responsabilité civile – Fonction d'officier public – Responsabilité délictuelle – Mandat des clients – Vente d'un immeuble – Paiement des créanciers – Responsabilité contractuelle – C. civ., art. 1991 et 1992. 718

2° Détention de fonds d'autrui – Placement sur un compte bancaire – Obligation de négocier un taux d'intérêt avantageux – Loi du 9 décembre 1976, art. 8 et 10. 718

■ Partage

1° Lésion – Rescision – Champ d'application – Divorce par consentement mutuel – Liquidation de la communauté – Transaction – Admissibilité de la rescision – Conditions – C. civ., art. 887, 888. 618

2° Lésion – Sanction de la rescision – Règle d'ordre public – Confirmation du caractère lésionnaire dans l'acte de partage inopérante – Ratification par acte de confirmation – Conditions – Confirmation tacite – C. civ., art. 887 et 888. 618

■ Prescription civile et commerciale

Prescription (commerciale) – Champ d'application – Obligations nées à l'occasion du commerce – Rapport entre deux parties dont au moins une est commerçante – C. com., art. 189. 289

■ **Prêt**

Prêt à usage – Charge de la preuve – Prêteur – Immatriculation d'un véhicule automobile – Présomption de propriété – Paiement du prix d'achat du véhicule – Renversement de la présomption (non) – C. civ., art. 1875 et s. 680

■ **Preuve (matière civile et commerciale)**

1° Actes sous seing privé – Date certaine – But – Protection des tiers – Conjoint marié sous le régime de la communauté – Tiers (non) – C. civ., art. 1328. 175

2° Actes sous seing privé – « Formalité du double » – Omission – Sanction – Nullité de l'acte (non) – Commencement de preuve par écrit – Exécution de son obligation par une partie au moment de la rédaction de l'écrit – Inutilité de la formalité – C. civ., art. 1325. 175

3° Facture acceptée – Effet – Présomption légale irréfragable d'existence de la créance – Domaine d'application – Contrat de vente – Contrat d'entreprise (non) – C. com., art. 109. 359

4° Chèque – Demande en paiement – Demande basée sur l'obligation de base – Preuve de la créance – Charge incombant au demandeur – Chèque valant comme commencement de preuve par écrit – C. civ., art. 1315 et 1347. 406

5° Insanité d'esprit – Moyens de preuve – Expertise médicale – Moyen unique (non) – C. civ., art. 1341. 473

■ **Prévention et gestion des déchets**

1° Producteur de la pollution – Détenteur de la pollution – Notions – Pollution en hydrocarbures du sol et du sous-sol de terrains – Loi du 17 juin 1994, art. 3. 709

2° Producteur des déchets – Responsabilité sans faute – Charge de la preuve – Victime – Loi du 17 juin 1994, art. 29 et 30. 709

3° Coût de l'élimination des déchets – Débiteurs – Détenteur – Producteur – Loi du 17 juin 1994, art. 15. 709

■ **Procédure administrative non contentieuse**

Applicabilité – Décisions administratives individuelles – Exception – Garanties équivalentes – Existence de recours juridictionnels – Garanties équivalentes (non) – Loi du 1er décembre 1978, art. 1er et 4 ; Règl. g.-d. du 8 juin 1979. 551

■ **Procédure civile et commerciale**

1° Reprise d'instance – Obligation – Instances commencées – Appel – Instance nouvelle – Obligation d'adresser les significations aux héritiers – NCPC, art. 488. 48

2° Reprise d'instance – Héritiers – Obligation de former la reprise d'instance par ou contre tous les ayants cause – NCPC, art. 486. 48

3° Reprise d'instance opérée par plusieurs héritiers – Appel – Obligation d'intimer toutes les parties ayant procédé à une reprise d'instance – NCPC, art. 486. 48

4° Relevé d'office d'un moyen – Obligation de respecter le principe de la contradiction – Caractère d'ordre public d'un moyen – Indifférence – NCPC, art. 65. 92

5° Appel – Annulation d'un jugement définitif ayant statué sur le fond – Effet dévolutif de l'appel obligeant le juge à statuer sur le fond – Evocation (non) – NCPC, art. 571 et 597. 92

6° Travail – Délégué du personnel – Modification unilatérale d'une clause essentielle du contrat de travail – Recours en cessation – Recours régi par l'article L. 415-10, paragraphe 2, alinéa 3, du Code du travail – Appel – Compétence du magistrat président la chambre de la Cour d'appel à laquelle sont attribués les appels en matière de droit du travail – Appel à introduire par voie de requête – Inapplicabilité du droit

commun de l'appel – C. trav., art. L. 415-10.
..... 117

7° Mesure d'instruction *in futurum* –
Recevabilité – Conditions – Mise en
intervention du défendeur au futur procès au
fond (non) – NCPC, art. 350. 254

8° Mesure d'instruction *in futurum* –
Conditions – Absence de procès au fond –
Motif légitime – Mesures légalement
admissibles – Production de pièces
détenues par un tiers – NCPC, art. 350.
..... 254

9° Saisine du juge – Etendue –
Prétentions formulées dans le dispositif –
Contenu substantiel des conclusions –
NCPC, art. 53. 289

10° Compétence territoriale – Exception
d'incompétence – Irrecevabilité – Moyen
pouvant être soulevé pour la première fois
en instance d'appel – NCPC., art. 259 et
260. 296

11° Compétence territoriale – Exception
d'incompétence – Moyen à soulever «*in
limine litis*» – Défense au fond – Notion –
Assignation en intervention – Assignation en
garantie – NCPC., art. 259 et 260. 296

12° Procès équitable – Exigence du
contradictoire – Constitution d'avocat par le
défendeur – Dépôt de la constitution à la
charge du défendeur – Omission par le
défendeur – Absence de diligence de
l'avocat du demandeur – Violation des droits
de la défense – Sanction – Annulation du
jugement – NCPC art., 64, 65, 197; CEDH,
art. 6. 301

13° Appel – Annulation du jugement de
première instance – Effet dévolutif (non) –
Renvoi à la juridiction du premier degré –
NCPC, art. 571. 301

14° Estoppel – Conditions – Positions
contraires d'un plaideur – Induction en
erreur de l'adversaire – Limites – Liberté de
la défense – Substance des droits des
plaideurs – NCPC, art. 264. 325

15° Estoppel – Instances distinctes –
Indifférence – Exigence d'actions de même
nature, fondées sur les mêmes conventions
et entre les mêmes parties – NCPC, art.
264. 325

16° Juge de la mise en état – Rôle –
Décisions – Mesures d'administration

judiciaire – Décisions susceptibles de
recours (non) – Décisions tendant à avancer
la procédure – Caractère juridictionnel –
Décision de clôture de l'instruction –
Décision de refus de clôture – Décisions
d'administration judiciaire – Recours (non) –
Exception – Excès de pouvoir – NCPC, art.
210, 221 et 223. 340

17° Exploit d'huissier – Société à
responsabilité limitée – Défaut d'indication
de l'organe représentatif – Nullité (non) – Loi
du 10 août 1915, art. 191*bis*, al. 3 (actuel
art. 710-15, al. 3). 359

18° Sursis à statuer – Règle «le criminel
tient le civil en état» – Condition – Action
publique intentée au sujet des mêmes faits
– Modalités de mise en œuvre – C. proc.
pén., art. 3, al. 2. 406

19° Constitution d'avocat – Dépôt à la
charge du défendeur – Omission –
Jugement rendu en l'absence du défendeur
– Violation des droits de la défense (non) –
Annulation de l'ordonnance de clôture (non)
– NCPC, art. 197. 409

20° Parties à l'instance – Société –
Changement d'état – Faillite – Cause
d'interruption de l'instance (non) – NCPC,
art. 489. 409

21° Ordonnance sur requête – Conditions
– Nécessité qu'une mesure soit ordonnée à
l'insu d'une partie – Notion – Interprétation
restrictive – Portée – Notion susceptible de
viser trois situations différentes – Nécessité
de provoquer un effet surprise – Impossibi-
lité d'identifier les personnes à charge
desquelles les mesures sollicitées sont à
exécuter – Extrême urgence – Portée –
 Crainte d'un péril grave et imminent –
Nécessité d'une mesure immédiate –
Inutilité, inefficacité ou impossibilité de
recourir à la procédure de référé – NCPC,
art. 66 et 934. 424

22° Acte introductif d'instance – Election
de domicile – Portée – Signification ou
notification des actes relatifs à la procédure
à l'occasion de laquelle elle a été établie –
Application – Ordonnance sur requête –
Election de domicile par le demandeur –
Election valant pour l'action en rétractation
de la partie à l'insu de laquelle la mesure a
été ordonnée – NCPC, art. 66, 155 et 192.
..... 424

- 23° Compétence territoriale – Pluralité de défendeurs – Compétence territoriale de la juridiction du domicile de l'un des défendeurs – Condition – Prétention sérieuse du demandeur à une action directe et personnelle contre chacun des défendeurs – Identité de la question à juger – Identité d'objet des obligations, même si celles-ci découlent de conventions différentes – NCPC, art. 30. 424
- 24° Action en justice – Demande non chiffrée – Recevabilité – Condition – Caractère déterminable du montant de la demande – Demande d'expertise aux fins de déterminer les causes de désordres et les remèdes – Demande implicite de dommages-intérêts pouvant être chiffrée à l'issue de la mesure d'instruction – NCPC, art. 54 et 432. 435
- 25° Acte introductif d'instance – Nullité de forme – Nécessité d'un grief – Appréciation *in concreto* – Irrégularité dérangeant le cours normal de la procédure – Eventuelle difficulté d'exécution du jugement à intervenir due à l'indication d'une fausse adresse du demandeur – Insuffisance – NCPC, art. 264 al. 2. 441
- 26° Ordonnance sur requête – Notion – Voies de recours – NCPC, art. 66. 500
- 27° Compétence matérielle – Bail à loyer – Etendue de la compétence exclusive du juge de paix – Contestations pouvant résulter de l'inexécution d'une obligation du bailleur ou du preneur – Règle de compétence d'ordre public – NCPC, art. 3. 523
- 28° Compétence matérielle – Connexité – Prorogation légale de compétence – Limites – Compétence matérielle d'attribution exclusive – Conséquence – Surséance à statuer – NCPC, art. 3 et 262. 523
- 29° Signification des actes de procédure – Election de domicile – Voies de recours – Effets de l'élection de domicile – NCPC., art. 571. 542
- 30° Acquiescement – Acte de volonté – Preuve – Exécution d'un jugement sans réserve – Jugement exécutoire par provision – Impossibilité d'acquiescer – NCPC, art. 571. 589
- 31° Pièces justificatives – Communication – Date de communication – Veille de l'audience – Rejet (non) – Document rédigé par une partie – Indifférence – Pertinence à apprécier par la juridiction – NCPC, art. 64. 613
- 32° Divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales – Jugement portant sur les mesures accessoires – Appel – Délai – Point de départ – Signification du jugement contradictoire – Jour où l'opposition n'est plus recevable contre le jugement par défaut – NCPC, art. 1007-42. 629
- 33° Décisions en matière d'administration légale des biens des mineurs ou relatives à la tutelle des mineurs – Appel – Forme – NCPC, art. 1050 et 1056. 645
- 34° Appel – Critique des seuls motifs d'une décision – Irrecevabilité – Possibilité de la partie ayant obtenu gain de cause de reproduire en appel les moyens qui n'ont pas été retenus en première instance – NCPC, art. 571. 647
- 35° Instance – Principal – Notion – Voies de recours – Limitation aux décisions ayant tranché tout ou partie du principal – Prise en considération du seul dispositif – Motifs mêmes décisifs (non) – Loi du 18 février 1885, art. 3; NCPC, art. 53; C. civ., art. 1351. 670
- 36° Frais et dépens – Taxation – Régime – Voies de recours – Décret du 16 février 1807, art. 4, 5 et 6 – Règl. g.-d. du 21 mars 1974, art. 13. 733
- 37° Juge aux affaires familiales – Compétence – Prestations familiales – Obligation alimentaire (non) – Solidarité publique – Caisse pour l'avenir des enfants – NCPC, art. 1007-1; C. séc. soc., art. 273 (6). 737
- 38° Jugement – Absence de motifs – Vice de forme – Motif exprès ou implicite, incomplet ou vicieux – Nullité (non) – NCPC, art. 249. 743
- 39° Jugement avant dire droit – Appel immédiat (non) – Motifs constituant le soutien nécessaire du dispositif – Autorité de chose jugée – Demande de réexamen par le juge ayant ordonné une mesure d'instruction – Irrecevabilité – Possibilité d'interjeter appel avec le jugement sur le fond – Signification du jugement avant dire droit – Incidence (non) – NCPC, art. 571 et 579; C. civ., art. 1351. 743

40° Procès équitable – Dépôt de pièces – Date du dépôt – Dépôt après un rapport d'expertise final – Obligation de prise en considération par le juge – NCPC, art. 65 ; CEDH, art. 6. 823

41° Divorce – Mesures provisoires – Ordonnance du juge aux affaires familiales – Appel immédiat – NCPC, art. 1007-48. 864

42° Appel – Jugement rejetant une fin de non-recevoir tirée de l'autorité de la chose jugée – Recevabilité de l'appel (non) – NCPC art. 579. 852

43° Appel – Premier jugement ayant rejeté une exception de nullité – Recevabilité de l'appel (non) – NCPC art. 579. 852

44° – Interdiction de relever appel des décisions qui ne tranchent pas dans leur dispositif une partie du principal – Contrariété à l'article 6 §1 de la Convention européenne des droits de l'homme (non) – CEDH art. 6 §1. 852

■ Procédure pénale

1° Instruction préparatoire – Régularité – Contrôle – Compétence – Compétence exclusive des juridictions d'instruction, sous le contrôle de la Cour de cassation – Incompétence des juridictions de jugement, sous réserve du cas prévu par l'article 126 (7) du Code de procédure pénale – C. pr. pén., art. 126. 1

2° Ordonnance de non-lieu – Appel – Partie civile – Appel de la seule partie civile, à l'exclusion du ministère public – Effet – Saisine de la chambre du conseil – Etendue – Saisine portant tant sur l'action publique que sur l'action civile – C. pr. pén., art. 133. 8

3° Droits de la défense – Instruction préparatoire – Chambre du conseil de la Cour d'appel – Pouvoirs – Chambre du conseil de la Cour d'appel ordonnant inculpation d'une personne non encore inculpée – Personne non partie en cause – Personne n'ayant pas à être appelée en cause – Droits de la défense – Respect – Contrôle – Possibilité réservée de présenter ses moyens à un stade ultérieur de la procédure devant la chambre du conseil de

la Cour d'appel – C. pr. pén., art. 133, 134 et 134-1 ; CEDH, art. 6. 8

4° Sursis probatoire – Révocation – Commission d'une nouvelle infraction – Infraction commise en partie avant et en partie après la condamnation assortie du sursis probatoire – Condamnation nouvelle assortie du sursis probatoire – Condamnation nouvelle entraînant néanmoins la révocation du sursis probatoire antérieur – C. pr. pén., art. 629 et 631. 141

5° Jugement – Condamnation – Obligation d'énoncer les infractions – Énoncé dans le dispositif – Omission – Nullité (non) – C. pr. pén., art. 195. 155

6° Appel – Ministère public – Exercice du droit d'appel dans l'intérêt de la société – Intérêt à relever appel d'une décision de non-lieu rendue sur réquisitions conformes – C. pr. pén., art. 133. 188

7° Plainte avec constitution de partie civile – Ordonnance de non-informer – Faits qui, à les supposer démontrés, ne peuvent admettre aucune qualification pénale – Étendue du pouvoir d'appréciation au regard de ce critère – Faux et usage de faux – Condition tirée du caractère protégé de l'écrit – Condition susceptible de faire l'objet d'une appréciation *prima facie* – C. pén., art. 196 et 197 ; C. pr. pén., art. 57. 246

8° Jugement par défaut – Opposition – Défaut de notification à la partie civile – Juge non saisi de l'action civile – C. pr. pén., art. 187. 346

9° Jugement de débouté d'opposition – Appel – Etendue – Appel s'étendant au jugement par défaut antérieur – C. pr. pén., art. 187. 346

10° Témoins – Officier public, fonctionnaire, salarié ou agent chargé d'une mission de service public – Obligation d'aviser le Procureur d'Etat de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit – Obligation de témoigner devant le juge d'instruction (non) – C. pr. pén., art. 23, paragraphe 2. 461

11° Instruction préparatoire – Ordonnance de saisie du juge d'instruction – Demande de mainlevée de saisie – Décision de refus du juge d'instruction – Caractère non juridictionnel – Appel irrecevable – C. pr. pén., art. 67 et 68. 624

12° Juridictions d'instruction – Décisions – Décision de renvoi – Légalité – Appréciation – Juridictions de jugement (non) – Compétence des juridictions de fond – C. pr. pén., art. 215, 217 et 408. 706

13° Cassation – Recevabilité – Décisions préparatoires et d'instruction – Interdiction du pourvoi immédiat – Application – Refus d'annulation d'un acte de l'instruction préparatoire – C. pr. pén., art. 416. 812

14° Cassation – Recevabilité – Droits de l'homme – Décisions préparatoires et d'instruction – Interdiction du pourvoi immédiat – Absence de violation du droit d'accès au juge – Motif – Droit du demandeur en cassation d'introduire un pourvoi différé après la décision définitive – CEDH, art. 13; C. pr. pén., art. 416. 812

15° Cassation – Recevabilité – Droits de l'homme – Décisions préparatoires et d'instruction – Interdiction du pourvoi immédiat – Exception – Excès de pouvoir – Portée – Transgression par le juge compétent d'une règle d'ordre public circonscrivant son autorité – Insuffisance d'une simple violation de la loi, même de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – CEDH, art. 6 et 13; C. pr. pén., art. 416. 812

16° Prescription – Interruption – Acte d'interruption – Courrier du procureur général d'Etat au procureur d'Etat portant injonction d'engager des poursuites – C. pr. pén., art. 637, paragraphe 1^{er}. 817

17° Circonstances atténuantes – Crime correctionnalisé – Circonstances atténuantes applicables aux délits d'origine – Cumul (non) – C. pén., art. 74 et 78. 844

■ Propriété

Propriété immobilière – Action en revendication – Notion – Preuve – Régime – Liberté de la preuve – C. civ., art. 711 et 1315. 847

■ Référé

1° Référé probatoire – Conditions – Motif légitime – Etablissement ou conservation de

faits en vue d'un litige déterminable mais ultérieur – Mesure pertinente – Lien entre litige futur, mesure sollicitée et faits – Absence de relations contractuelles – Indifférence – NCPC, art. 350. 76

2° Référé probatoire – Production d'éléments de preuve – Obstacle juridique – Secret bancaire – Obstacle absolu (non) – Mise en balance des intérêts légitimes opposés – NCPC, art. 350. 76

3° Référé-sauvegarde – Voie de fait – Notion – NCPC, art. 933. 307

4° Référé-sauvegarde – Trouble manifestement illicite – Date d'appréciation – Date où le juge statue – NCPC, art. 933 al. 1^{er}. 458

5° Référé sauvegarde – Voie de fait – Définition – Action positive ou abstention – NCPC., art. 933, al. 1^{er}. 495

6° Référé sauvegarde – Voie de fait – Droit de rétention – Définition – Champ d'application – Rétention pouvant constituer une voie de fait – Conditions – NCPC., art. 933, al. 1^{er}. 495

7° Référé sauvegarde – Trouble manifestement illicite – Existence de contestations sérieuses – Compétence du juge – Vérification de l'existence des droits revendiqués (non) – Intervention si l'exercice du droit de propriété est manifestement gêné ou empêché – Analyse des moyens de défense invoqués – NCPC, art. 933 al. 1^{er}. 632

8° Référé sauvegarde – Dualité de cas d'ouverture – Trouble manifestement illicite et prévention d'un dommage imminent – Trouble manifestement illicite – Notion – Pouvoirs du juge – Cessation du trouble – Possibilité de prononcer des condamnations à des astreintes – NCPC, art. 933 al. 1^{er}. 632

9° Preuve – Moyens – Preuve testimoniale – Attestations testimoniales – Admissibilité (non) – NCPC, art. 933 al. 1^{er}. 632

10° Référé conservatoire et de remise en état – Conditions – Absence de contestations sérieuses – Condition non exigée de façon formelle – Pertinence de l'examen des contestations sérieuses pour apprécier le respect des conditions d'application de ce type de référé – NCPC, art. 933, al. 1, première phrase. 663

11° Sociétés commerciales – Intervention du juge des référés – Condition – Circonstances exceptionnelles – NCPC, art. 932 et 933..... 689

12° Trouble manifestement illicite – Notion – NCPC, art. 933, al. 1. 695

13° Mesures conservatoires – Condition – Preuve de l'urgence (non) – NCPC, art. 933, al. 1..... 695

14° Audience extraordinaire – Demande tendant à se voir autoriser d'assigner en urgence – Rejet – Voie de recours (non) – NCPC, art. 578 et 934 al. 2. 725

■ Régimes matrimoniaux

1° Actes faits par un époux sur les biens communs – Action en nullité – Prescription – Délai biennal – Point de départ – Connaissance de l'acte – Expiration du délai – Possibilité d'invoquer la prescription par voie d'exception – C. civ., art. 1427... 175

2° Dissolution – Partage de la communauté – Récompense due par la communauté – Régime de la preuve – C. civ., art. 1402. 184

3° Dissolution – Partage de la communauté – Application – Bijoux – Bien propre par nature – Limite – Bijoux représentant un investissement réalisé par la communauté – Bien commun – C. civ., art. 1404... 184

4° Dissolution – Avantages matrimoniaux – Application – Clause de reprise d'apports – C. civ., art. 299 ancien et 1527..... 269

5° Dissolution – Partage de la communauté – Construction érigée au moyen de fonds communs sur un terrain propre – Détermination du caractère propre ou commun de l'immeuble – Appréciation au moment de la liquidation de la communauté – C. civ., art. 1406, al. 2..... 269

6° Communauté légale – Dette fiscale – Dette définitive de la communauté – Contribution – Récompense (non) – Dette non encore acquittée – Partage – C. civ., art. 1485 et 1490..... 829

7° Séparation de biens – Dette fiscale – Imposition collective – Contribution – C. civ., art. 1536, al. 2..... 829

■ Responsabilité civile

1° Dommage indemnisable – Honoraires d'avocat – Fondement – Responsabilité civile – Indemnité de procédure – Fondement – Equité – C. civ., art. 1142, art. 1382; NCPC, art. 240. 286

2° Abus de droit – Abus du droit d'agir en justice – Conditions – C. civ., art. 1382. 301

3° Tiers à un contrat – Manquement contractuel – Responsabilité délictuelle – Conditions – C. civ., art. 1382. 574

4° Dommage – Perte d'une chance – Notion – Caractère réparable – Etendue – C. civ., art. 1382 et 1383. 598

5° Dommage – Perte d'une chance – Notion – Disparition d'un événement favorable – Création d'un risque (non) – Disparition de l'aléa – Dommage concret – C. civ., art. 1382. 606

6° Responsabilité contractuelle – Faute – Norme édictée dans l'intérêt général – Protection au même titre des intérêts privés – Convention privée – Violation de la norme – Obligation d'indemnisation du dommage causé par l'inexécution de l'obligation légale – C. civ., art. 1135 et 1147; Loi du 5 avril 1993, art. 37-3 (1) et 37-5 (1)..... 775

■ Responsabilité des pouvoirs publics

1° Faute – Acte administratif annulé par le juge administratif – Principe d'unité des notions de faute et d'illégalité – Erreur d'appréciation ou d'interprétation de l'administration – Indifférence – C. civ., art. 1382; Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1er. 506

2° Principe d'unité des notions de faute et d'illégalité – Source – Loi (non) – Principe général de droit – C. civ., art. 1382; Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1er. ... 506

3° Principe d'unité des notions de faute et d'illégalité – Contrariété à la constitution (non) – Mise en cause de la répartition des compétences entre les juridictions administratives et judiciaires (non) – Emission d'arrêts de règlement (non) – Const., art. 84,

95, 95bis ; Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1er. 506

4° Principe de confiance légitime – Notion – Violation – Faute – Application – Annulation imprévisible d'un marché public – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er – C. civ., art. 1382 et 1383. 598

5° Faute – Action dans un objectif d'intérêt général – Absence de faute (non) – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er – C. civ., art. 1382 et 1383. 598

6° Responsabilité pour fonctionnement défectueux du service – Théorie de l'unité des notions d'illégalité et de faute – Constatation de l'illégalité d'un acte administratif par les juridictions administratives – Conséquence – Constatation impliquant celle d'un fonctionnement défectueux du service – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er, al. 1er. 794

■ Saisie-arrêt

Compte de règlement tenu par un opérateur de système de paiement ou de règlement des opérations sur titres – Insaisissabilité – Compte titres ou d'autres instruments financiers en système – Insaisissabilité générale et absolue – Violation – Sanction – Illégalité de la saisie-arrêt – Loi du 10 novembre 2009, art. 107 et 111 ; Loi du 1^{er} août 2001, art. 20 ; NCP, art. 933, al. 1^{er}. 583

■ Sécurité sociale

1° Allocation d'éducation – Conditions d'octroi – Condition tirée du versement d'allocations familiales – Condition supposant que le versement soit intervenu à juste titre – Condition supposant, partant, que le demandeur soit affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise au premier du mois, sauf pour le mois de naissance – C. séc. soc., art. 271 et 299. 366

2° Indemnité pécuniaire de maladie – Condition – Incapacité de travail temporaire – Notion – Portée – Incapacité de travail ne devant pas nécessairement être totale – Incapacité de travail pouvant se limiter à l'incapacité d'exécuter les tâches que comporte le poste de travail occupé par

l'assuré – Incapacité de travail pouvant donner lieu à une décision relative à un éventuel reclassement – C. séc. soc., art. 9 et 16 ; C. trav., art. L- 552-2. 474

3° Contrôle médical de la sécurité sociale – Avis – Force probante – Avis ne privant pas les juridictions sociales de la liberté de prendre en compte d'autres éléments de preuve leur soumis – Application – Prise en considération possible de l'avis du médecin du travail ou de la décision de la Commission mixte de reclassement – C. séc. soc., art. 419. 474

■ Serment

Serment décisoire – Recevabilité – Conditions – Faits pertinents et concluants – Version des faits de celui à qui le serment est déferé – C. civ., art. 1358 et 1360. . . 382

■ Sociétés commerciales

1° Décisions prises en assemblée générale – Action en nullité – Prescription de six mois – Champ d'application – Application à l'action du curateur fondée sur l'article 445 du Code de commerce (non) – C. com., art. 445 ; Loi du 10 août 1915, art. 1400-6. 107

2° Domiciliation de sociétés – Définition – Etablissement d'un siège social auprès d'une personne relevant de l'une des professions réglementées par la loi – Loi du 31 mai 1999, art. 1. 161

3° Droit d'établissement – Dirigeant de droit – Dirigeant de fait – Notion – Critères – Preuve – Loi du 2 septembre 2011, art. 39. 220

4° Domiciliation illégale auprès d'une personne ne relevant pas de l'une des professions réglementées par la loi – Appréciation en fait – Critères – Loi du 31 mai 1999, art. 1. 161

5° Responsabilité pénale du dirigeant d'entreprise – Administrateur de société anonyme – Banqueroute – Terme du mandat – Défaut de publication de la démission – Exonération (non) – Loi du 10 août 1915, art. 442-2 (anc. art. 51, al. 2). 279

6° Défaut de publication des comptes annuels – Élément moral – Loi du 10 août 1915, art. 1500-2 (anc. art. 163 2°). 279

7° Société à responsabilité limitée – Représentation vis-à-vis des tiers – Publication de la nomination de l'organe au Registre de commerce et des sociétés – Obligation des tiers contractant avec la société de vérifier les pouvoirs des représentants habilités de la société tels que publiés au R.C.S. – Exclusion de la théorie du mandat apparent – Loi du 10 août 1915, art. 191bis, al. 4.. . . . 378

8° Cession d'actions entre actionnaires – Obligation de stipuler un prix – Prix négatif – Prix dérisoire – Conditions – Clause de garantie du passif – Notion – Incidence – C. civ., art. 1582 et 1591. 382

9° Abus de majorité – Notion – Rupture d'égalité entre des actionnaires au profit des majoritaires – Atteinte à l'intérêt social – Marge d'appréciation des organes sociaux – Contrôle marginal du juge – Mauvaise foi du majoritaire – Charge de la preuve – Contenu – C. civ., art. 1833; Loi du 10 août 1915, art. 450-1. 390

10° Théorie du voile – Mise en œuvre – Abus de la personnalité morale – Confusion entre la société et son actionnaire – Détention de toutes les parts sociales – Critère insuffisant – Loi du 10 août 1915, art. 100-2. 502

11° Gérant de fait – Notion – Loi du 10 août 1915, art. 710-15.. . . . 562

12° Dissolution – Subsistance pour les besoins de la liquidation – Représentation – Liquidateur – Actions dirigées contre le liquidateur – Prescription quinquennale à partir de la publication de la clôture de la liquidation – Représentation de la société liquidée par le liquidateur – Créance en dommages intérêts dont le fait générateur est antérieur à la clôture de la liquidation – Loi du 10 août 1915, art. 141 et 157. 574

13° Domiciliation – Obligations légales du domiciliataire – Contrôle systématique des comptes et de la légalité des actions de la société domiciliée (non) – Dénonciation du contrat de domiciliation – Faculté – Loi du 31 mai 1999. 574

14° Liquidation volontaire – Clôture – Survie passive de la société pendant cinq

ans – Etendue – Assemblée générale survivant à la liquidation dans les mêmes conditions que la société – Loi du 10 août 1915, art. 1400-6.. . . . 670

15° Abus de majorité – Notion – Charge de la preuve – C. civ., art. 6-1 et 1832. 689

■ Sous-traitance

Paiement direct du sous-traitant par le maître de l'ouvrage – Conditions – Acceptation du sous-traitant par le maître de l'ouvrage – Conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage – Loi du 23 juillet 1991, art. 2 et 7.. . . . 169

■ Successions et Donations

1° Testament – Testament authentique – Révocation – Forme – Révocation susceptible d'être effectuée par un testament postérieur, quelle qu'en soit la forme – Révocation susceptible d'être effectuée par un testament olographe – C. civ., art. 980 et 1035. 131

2° Communauté universelle – Biens indivis recueillis par un des époux – Biens entrant en communauté – Action en partage – Action appartenant au seul époux héritier – C. civ., art. 815 et 1526. 175

3° Pacte sur succession future – Prohibition – Etendue – Application – Acte unilatéral – Disposition à titre onéreux dans un testament – C. civ., art. 1130, al. 2. 258

4° Pacte sur succession future – Sanction – Nullité absolue – Nullité totale ou partielle – Critères – C. civ., art. 1130, al. 2. 258

5° Testament – Qualification juridique – C. civ., art. 895.. . . . 258

6° Donations – Don manuel – Rapport – Preuve – Charge de la preuve – Héritiers tenus de prouver l'existence du don – Moyens de preuve – Liberté de la preuve – Présomption « En fait de meubles, la possession vaut titre » – Détenteur d'un bien – Détenteur contestant avoir reçu le bien à titre de don manuel – Présomption ne pouvant être invoquée contre un tel détenteur – C. civ., art. 843 et 2279.. . . . 372

7° Testament – Révocation pour cause d'ingratitude – Délai d'action annal – Point de départ – Jour du délit – Exception – Cause de révocation constituant une infraction pénale – Jour du jugement de condamnation définitif du légataire – C. civ., art. 957 et 1047... 401

8° Libéralités – Partage d'ascendant – Donation-partage – Notion – But – Exclusion du partage judiciaire – C. civ., art. 1076. 518

9° Libéralités – Partage d'ascendant – Donation-partage – Forme – Exigence d'un acte unique (non) – C. civ., art. 1076. 518

■ Taxe sur la valeur ajoutée

1° Bulletin de taxation d'office – Notification – Adresse déclarée par l'assujetti – Changement d'adresse non déclaré – Indifférence – Loi du 12 février 1979, art. 62 et 76. 251

2° Contrat emportant perception de la TVA – Résolution du contrat – Anéantissement rétroactif du fait générateur de la taxe – C. civ., art. 1183 et 1184. 375

■ Transport

1° Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Champ d'application – Contrat de commission – Relation entre le commissionnaire et le transporteur routier – Convention de Genève relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 1. 449

2° Transport international de marchandises par route – Convention CMR – Responsabilité du transporteur – Fin du contrat de transport – Livraison – Déchargement – Convention de Genève relative au contrat de transport international de marchandises par route, art. 17. 449

■ Travail

1° Contrat de travail – Licenciement – Modification par l'employeur d'une clause

essentielle du contrat de travail – Refus par le salarié d'accepter la modification – Refus à considérer comme licenciement – Application des dispositions légales régissant les droits des salariés licenciés – Application de la législation relative à l'indemnité de départ – Conséquence – Caractère non abusif du licenciement résultant du refus n'impliquant pas en lui-même le défaut de droit du salarié à une indemnité de départ – C. trav., art. L. 121-7 et L. 124-7. 111

2° Démission du salarié – Caractère irrévocable – Impossibilité de modifier unilatéralement le délai de préavis indiqué dans l'acte de démission – C. trav., art. L. 124-4 et L. 124-6. 370

3° Escroquerie à indemnités de chômage – Exercice d'une activité lucrative – Conditions – C. trav., art. L. 527-4. 562

4° Reclassement – Employeur occupant un effectif total d'au moins vingt-cinq travailleurs – Salarié ayant une ancienneté d'au moins dix ans déclaré inapte pour son poste de travail – Poste à risques – Reclassement professionnel interne – Possibilité de dispense en cas de preuve de préjudices graves – C. trav., art. L. 326-9 (5), L. 551-1 (1) et L. 551-3 (1). 674

■ Vente

1° Vente immobilière – Action tendant au constat d'un droit de propriété sur un immeuble – Obligation de transcrire la demande au bureau des hypothèques (non) – Loi du 25 septembre 1905, art. 17, al. 1er. 238

2° Vente immobilière – Ventes successives d'un même immeuble – Conflit entre deux acquéreurs successifs tenant leurs droits d'un même auteur – Priorité de publication de l'acte d'acquisition – Exception – Second acquéreur ayant publié son titre en premier – Mauvaise foi – Inopposabilité de la seconde vente au premier acquéreur – Loi du 25 septembre 1905, art. 1er et 11. 847